

EAK

## Reprise des discussions et manifestations à Montbéliard



Les messages de soutien aux salariés d'EAK - fournisseur automobile à Valentigney - qui vont perdre leur emploi, arrivent alors que les discussions reprennent ce matin à la sous-préfecture de Montbéliard, accompagnées de manifestations tout au long de la journée.

La FSU apporte son soutien aux salariés d'EAK. Nadia Barznica s'en explique : « Nous sommes aux premières loges pour voir nos élèves et les familles qui s'enfoncent parce que privées d'emploi. » Cette prise de position parmi d'autres, dont celle du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) qui juge « urgent d'interdire les licenciements », témoigne de l'intérêt suscité par un conflit qui dépasse les frontières de l'entreprise.

La question posée touche d'abord à l'emploi dans l'industrie, secteur touché de plein fouet. La crainte de nouvelles suppressions est prise très au sérieux après la divulgation d'une étude révélant que 40 000 à 50 000 emplois vont disparaître au sein de la filière automobile dans les deux ans à venir. Combien d'emplois menacés dans le nord Franche-Comté ? Il n'y a pas de réponse précise pour l'heure. Néanmoins, la menace est bien réelle.

Après les fermetures de Delphi à Étupes, de Faurecia Industrie à Audincourt, mais aussi la fragilisation de nombreux fournisseurs dont certains ont été sauvés in extremis au cours des mois passés, la tension est grande.

Elle explique en grande partie la cristallisation du conflit apparue lors du tout dernier comité d'entreprise extraordinaire chez EAK, étape ultime d'une procédure devant entraîner 42 suppressions de postes.

Si la situation s'est révélée explosive, c'est d'abord parce que la direction d'EAK a accumulé les maladresses assimilées à du mépris. Les salariés d'EAK ont, rappelons-le, une moyenne d'âge de 50 ans et doutent de la volonté de leur direction de les reclasser dans un bassin d'emploi où le taux de chômage approche les 13 %. Les pouvoirs publics ont pris la pleine mesure du problème. Ce n'est pas le cas de l'industriel, qui doit sérieusement revoir sa copie, ne serait-ce que pour son image de marque dans la région.

Jacques Balthazard

Dans un courrier adressé à Yann Delabrière, p.-d.g. de Faurecia, Pierre Moscovici, député et président de la Communauté d'agglomération du pays de Montbéliard, et Martial Bourquin, sénateur-maire d'Audincourt, demandent au dirigeant de « conduire des négociations avec une réelle volonté d'aboutir à un règlement global engageant le groupe Faurecia, de tout mettre en œuvre pour trouver des solutions de reclassement local, qui permettent à chacun des salariés de pouvoir préserver une activité dans le pays de Montbéliard. Nous vous demandons également un examen attentif des personnes qui ont eu une activité longue dans l'entreprise, afin que des solutions négociées soient mises en places notamment avec l'État ».